

PAC : le compte n'y est pas

La copie est à revoir. C'est en substance le message adressé par le Parti Socialiste à la Commission européenne, après la publication des grandes lignes de la future Politique Agricole Commune (PAC).

« **L**e Parti Socialiste ne peut que s'inquiéter des grandes lignes de la future

Politique Agricole Commune présentées la semaine dernière par la Commission européenne et l'invite à faire évoluer son projet », a indiqué le secrétaire national chargé de l'Agriculture, Germinal Peiro.

Copie à revoir ne signifie pas que tout est à jeter dans les propositions de la Commission. Comment en effet ne pas être d'accord avec la priorité donnée au renouvellement des générations ? Ou au soutien apporté aux exploitations pour qu'elles puissent s'adapter ?

Cependant, la Commission continue de privilégier une politique libre-échangiste et une agriculture intensive orientée vers les marchés à l'export quand les agriculteurs attendent une plus grande stabilité du secteur et des prix rémunérateurs. Elle fait ainsi l'impasse sur la régulation des marchés alors que leur fonctionnement actuel est fortement déstabilisateur pour les producteurs et pour la souveraineté alimentaire des pays européens.

Pire, elles conduiraient à une « dés-européanisation » de la PAC, voire à sa renationalisation. La modulation possible des aides par les États conduirait inévitablement à rétablir une concurrence encore plus forte entre États membres.

« **La Commission se limite à quelques ajustements des outils existants. On**



La commission se limite à quelques ajustements

change de méthode mais pas d'orientation ! La Commission maintient le cap sur les marchés et garde son dogme libéral ! La régulation des marchés est le grand absent des propositions de la Commission européenne », a déploré le député européen spécialiste de l'Agriculture, Éric Andrieu.

Au contraire, les socialistes européens, rassemblés au sein du Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D), dans un document présenté le 16 novembre, défendent une PAC ambitieuse. « **C'est la première fois que la gauche européenne produit un tel document exprimant sa vision à long terme de l'agriculture** », s'est félicité Éric Andrieu, porte-parole S&D à l'Agriculture et au Développement rural.

Le projet agricole des socialistes européens repose sur cinq piliers : permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail, développer une politique alimentaire et nutritionnelle pour protéger la santé humaine, accélérer la transition vers une agriculture durable pour répondre aux défis environnementaux et climatiques, investir dans les zones rurales pour garantir une vitalité des territoires et enfin répondre aux défis géopolitiques de la mondialisation.



Presse libre

Il ne fait pas bon être journaliste en France ces temps-ci. Cibles de tous les populistes, ils sont pélemêle accusés d'incompétence et de partialité, Jean-Luc Mélenchon allant même jusqu'à proposer la création d'un tribunal destiné à les surveiller ou les châtier.

L'objectivité n'existe pas. Mais l'honnêteté si. Déjà, la législation en matière de publications est suffisamment stricte pour permettre à chacun de défendre sa réputation et son image. Et le nombre de médias permet le respect de la pluralité.

Enfin, le téléspectateur, l'auditeur ou le lecteur dispose d'un instrument bien plus efficace : le droit d'acheter, d'écouter ou de regarder ce qu'il veut.

On peut connaître en France une presse imparfaite. Dans les dictatures, ce genre de débat n'existe même pas. PS29

Chiffre de la semaine

200 millions

C'est le montant des crédits destinés à la police (- 110 millions d'euros) et à la gendarmerie (- 90 millions d'euros) annulés par le ministre de l'Action et des Comptes publics.

Vers le congrès d'Aubervilliers

Que de chemin parcouru ! Et que de chemin encore à parcourir ! Voilà résumé l'état d'esprit des socialistes qui se sont retrouvés au Conseil national du 9 décembre.



La parole des militants a été entendue

Ce rassemblement a permis de réaliser un point d'étape sur la manière dont les adhérents s'approprient les Forums de la Refondation, nationalement et localement. Marion Maury et Mélanie Thomin ont porté les contributions des adhérents du Finistère.

Mais ce Conseil national a aussi donné l'occasion de débattre de l'action des élu.es, aussi bien dans les collectivités locales qu'au Parlement européen.

Car, le Parti Socialiste mène plusieurs actions de front : la réflexion sur son

organisation, ses valeurs, ses statuts, son avenir. Mais aussi, l'action en faveur des Françaises et des Français. Les élu.es socialistes sont toujours mobilisé.es pour les contrats aidés.

« Le Parti Socialiste s'est remis au travail, au national comme dans les Fédérations. »

C'est ainsi que l'expérimentation menée par plusieurs départements pour affiner la réflexion sur le revenu de base a fait l'objet d'un long débat.

Le conseil du PSE qui s'est tenu à Lisbonne (voir interview) a également fait l'objet d'une intervention pour expliquer les enjeux des prochaines élections européennes mais aussi pour souligner le rôle de la délégation française dans la rédaction de la résolution finale. Mais le débat a également porté sur la crise que traverse actuellement l'ensemble de la social-démocratie européenne.

La restitution des Forums de la Refondation a mis en évidence l'intérêt que les adhérents portent à cette méthode de débats sans tabou.

Cependant, ce Conseil national avait surtout, à son ordre du jour, les modalités d'organisation du congrès national

(voir encadré) qui ne sera pas un congrès habituel mais bien une étape dans la refondation du PS. Il débutera par une phase de contributions thématiques, dans la foulée des Forums de la Refondation, qui ne s'arrêtent pas après ce Conseil national.

Le succès de ces Forums de la Refondation est tel qu'ils seront à nouveau utilisés pour les conventions nationales thématiques qui interviendront même après le congrès.

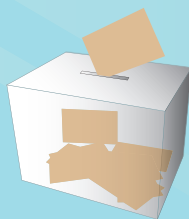


Remise des contributions en mains propres

C'est un esprit de responsabilité qui anime le Parti Socialiste dans cette période historique. Car le congrès d'Aubervilliers sera, à bien des égards, historique pour le Parti Socialiste et l'ensemble de la gauche.

Sur l'agenda des socialistes

18 janvier 2018



Vote des adhérents, en section, sur les modalités d'organisation du Congrès. Pour voter, il faudra avoir adhéré avant le 31 décembre 2017.



27 janvier 2018

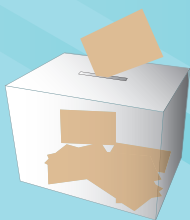


Conseil national, dépôt des textes d'orientation. Ils devront aborder cinq thématiques obligatoires et ne pas excéder 50 000 signes.



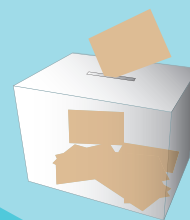
15 mars 2018

Votes des adhérents, en section, sur les textes d'orientation.



29 mars 2018

Vote des adhérents, en section, pour les Premiers secrétaires, de section, fédéraux et nationaux.



7 et 8 avril 2018

Le Congrès national se tiendra les 7 et 8 avril à Aubervilliers (93).



Le changement (des statuts) c'est maintenant!

Mises en place dans la foulée des années 70 à la suite du Congrès fondateur d'Épinay (1971), les sections socialistes, telles que nous les connaissons encore aujourd'hui, sont-elles encore pertinentes? Voilà une des questions à laquelle devront répondre les adhérents à l'occasion du Congrès de la refondation qui se tiendra au mois d'avril.

En effet, toute l'organisation du Parti Socialiste, du bureau de section au bureau national, en passant par la section, la Fédération et, plus récemment, l'union régionale, a montré ses limites.

Plusieurs militant.es, essentiellement de la 6^e circonscription, se sont retrouvés le 2 décembre à Châteaulin pour en discuter, à l'occasion d'un Forum de la Refondation, et avancer des propositions.

« Les adhérents sont, dans leur majorité, attachés à leurs sections », ont pu constater Mélanie Thomin et Jacques Le Roux, qui animaient ce forum participatif. « Mais à condition qu'elles fonctionnent », précisent-ils. Or, aujourd'hui, force est de constater que dans plusieurs d'entre-elles, les adhérent.es ne se sentent pas à l'aise.

Trop souvent ils ou elles ont l'impression de ne servir qu'à coller des affiches ou distribuer des tracts. Et les critiques à l'encontre des instances locales ne sont rien par rapport au jugement porté vis-à-vis du national!

« Il est clairement ressorti de nos débats que les adhérents veulent être des acteurs de la vie du parti et qu'il joue beaucoup plus son rôle d'éducation. »

En outre, il paraît nécessaire d'engager une réflexion sur les termes que nous utilisons comme « sections », par exemple qui comporte une connotation un peu militaire. Le choix des mots est important

et les adhérents qui ont participé à ce forum ont décidé d'engager une réflexion sur la sémantique socialiste.

Déjà, le 2 décembre, deux contributions ont été réalisées et envoyées à la direction collégiale. La première porte sur le rôle de la section et ce que les adhérents sont en droit d'attendre. Le périmètre des sections doit correspondre aux besoins des adhérents. C'est à eux, en fonction des réalités locales, de choisir leur périmètre. La section doit redevenir un lieu de formation, de débats mais aussi de convivialité. Le rôle des secrétaires de section devra être formalisé. Et pourquoi pas, instituer des binômes paritaires pour l'animation de chacune d'entre elles?

La seconde vise à replacer le militant au cœur du parti en décentralisant vraiment le PS. Cela passe par une large autonomie des sections mais aussi par une meilleure représentation de tous les territoires au sein du Conseil national.

L'ensemble de ces contributions peut se résumer par la formule : des adhérents à l'aise dans leurs sections pour un militantisme chaleureux et convivial.



Le 2 décembre à Châteaulin

En savoir plus

Défense



Dans une note publiée par la *Fondation Jean-Jaurès*, Patricia Adam, présidente de l'Observatoire de la défense-Orion, analyse les perspectives budgétaires pour la Défense. Il n'y a pas d'augmentation budgétaire de la programmation trisannuelle, comme cela devait être le cas pour la Défense. Si la pirouette budgétaire du ministère de l'Action et des Comptes publics parvient à leurrer l'opinion publique, les partenaires stratégiques de la France, tant à l'Otan qu'à l'Union européenne, ne sont pas dupes. Après cinq années d'efforts

sensibles et une Loi de Programmation Militaire (LPM) de survie de l'appareil de défense, votée en 2012, l'ambition d'une remontée en puissance se heurte à des perspectives budgétaires incertaines. Si l'ambition d'un budget en hausse de 1,8 milliard d'euros annuellement confirme la volonté de l'exécutif à soutenir les forces, la trajectoire budgétaire imposera de doubler cet effort budgétaire dès 2022 (avec une hausse minimale de 3 milliards d'euros par an).

La future LPM est d'ores et déjà en cours d'élaboration et devrait, théoriquement, être présentée au Parlement avant l'été ; celle-ci réaffirmera l'ambition d'atteindre 2% du PIB à l'horizon 2025.

Conscient de l'importance stratégique de cet exercice, l'Observatoire de la défense-Orion sera force de propositions afin de soutenir une stratégie de remontée en puissance crédible pour nos forces armées et de soutenir le développement de la Base Industrielle

et Technologique de Défense (BITD) française dans un contexte européen renouvelé en profondeur.

Lire la note de Patricia Adam sur <https://jean-jaures.org/>

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition d'Hélène Hémon, militante de la section socialiste de Douarnenez.

Professeur de gestion et d'économie, Hélène Hémon fut pendant 18 ans élue à Douarnenez où elle exerça notamment les fonctions d'adjointe à la culture et aux finances de Michel Mazéas. Elle fut la première femme adjointe au maire dans cette commune.

Militante socialiste elle fut aussi trésorière de la section de Douarnenez et figurait sur la liste municipale menée par Tangi Youinou en 2014.

Hélène Hémon était également une militante associative active.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Agenda

Refondation : au PSE aussi

Gabriel Richard-Molard

Le congrès du PSE (Parti Socialiste Européen) qui s'est tenu à Lisbonne, les 1^{er} et 2 décembre, a permis d'enregistrer quelques avancées, estime Gabriel Richard-Molard, secrétaire fédéral à l'Europe au sein de la Fédération des Français de l'étranger, qui milite pour une refondation du PSE et un accroissement du rôle de ses militants.

Cap Finistère : À Lisbonne, la délégation socialiste française a été particulièrement active.

Gabriel Richard-Molard : Oui, elle était mieux organisée cette année et elle a pu peser sur la rédaction de la résolution finale notamment en y inscrivant la perspective de luttes transnationales ou la création d'une autorité européenne de contrôle du travail. Le texte final indique : « Nous voulons la mise en œuvre effective de règles équitables pour la mobilité des travailleurs, avec le soutien d'une Autorité Européenne du Travail dotée de réels pouvoirs de contrôle et d'application de la loi. Cela doit respecter les pratiques nationales et le rôle des partenaires sociaux dans chacun des États membres ». Cependant, même si on y trouve des avancées, la résolution finale n'est pas toujours à la hauteur de ce qu'on serait en droit d'attendre. Je pense notamment à la question de la coordination fiscale qui n'est pas, à mon avis, assez ambitieuse.

Cap Finistère : Cette rencontre ne s'est pas déroulée à Lisbonne par hasard ?

Gabriel Richard-Molard : Effectivement. Antonio Costa, le premier ministre portugais, a d'ailleurs prononcé un excellent discours, très mobilisateur. Il a notamment incité les sociaux-démocrates allemands à entrer dans une grande coalition. Lui-même est à la tête d'une grande coalition de gauche qui obtient des résultats économiques et sociaux très positifs. Il suffit de se promener dans les rues de Lisbonne et de discuter avec les habitants pour se rendre compte que l'atmosphère est à l'optimisme au Portugal.

Cap Finistère : Quel était l'enjeu de ce conseil ?

Gabriel Richard-Molard : Il s'agissait de nous compter et de regarder lucidement l'état de la social-démocratie en Europe, à un moment où la plupart des partis traversent des crises. Ensuite, cette rencontre devait aussi préparer le congrès du PSE qui doit se tenir l'année prochaine et qui doit, puisque le principe du « Spitzenkandidat » (candidat commun) a été approuvé, définir le mode de désignation de ce candidat. Le texte de la résolution finale

dit : « Le PSE travaillera avec tous ses membres pour faire des élections européennes de 2019 une réussite. Nous restons déterminés à présenter notre propre candidat commun (« Spitzenkandidat »), au poste de président de la Commission européenne, dont la sélection en interne se fera en vertu d'un processus participatif, ouvert et transparent ».

Certains semblent favorables à un système de Primaires au niveau européen. Cependant, compte tenu des disparités de militantisme entre les différents pays de l'Union, ce mode de désignation paraît assez compliqué à mettre en œuvre. Il semblerait plus simple et plus démocratique que chaque parti ait un certain nombre de délégués qui choisissent celui ou celle qui sera notre candidat.e à la présidence de la commission. Cependant, on sait bien que les États ont toujours la tentation de soutenir leur candidat. Mais, petit à petit, le PSE se fédéralise.

Cap Finistère : C'est d'ailleurs l'objet de ton combat ?

Gabriel Richard-Molard : Absolument. Les adhérents du PSE ne sont pas assez présents dans le fonctionnement du parti. Avec une vingtaine de coordonnateurs de City groups nous voulons engager une refondation des activistes du PSE parce qu'on en a assez d'être tributaires de ce que la direction du PSE veut faire. Nous voulons que les militants jouent un rôle plus important et nous travaillons à l'élaboration d'une charte du militant du PSE afin que les adhérents soient plus présents dans les instances. Nous plaçons par exemple, pour la possibilité d'une adhésion directe au PSE. Le parti des socialistes européens existe depuis dix ans et rien n'a été fait dans ce sens. Les militants n'ont pas de droit de vote et ils ne peuvent que s'organiser en City groups. Il n'y a aucune démarche montante. Ce sont le président et le secrétaire général qui décident et les militants qui exécutent. Nous, nous voulons faire l'inverse et aller de la base vers le haut : organiser une discussion pan-européenne. Nous savons que ça sera un chemin long et ardu. C'est d'autant plus nécessaire que d'autres, comme Syriza, des mouvements populistes, voire En marche sont en train de s'organiser. C'est à nous de sortir de cette logique supranationale du PSE et de lancer une logique beaucoup plus intégrationniste pour être plus fédéralistes. Les échanges que nous avons pu avoir à Lisbonne me rendent optimiste car cette volonté est partagée par beaucoup d'autres militants sociaux-démocrates européens.



Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1209 - Vendredi 15 décembre 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

